

Sommet de l'UE: inquiétudes sur la crise en Grèce et les bonus bancaires

BRUXELLES (AFP) - La crise économique et ses suites se sont invitées jeudi à un sommet des dirigeants de l'UE avec des inquiétudes croissantes autour de la Grèce, devenue un problème pour toute l'Europe, et une offensive franco-britannique pour taxer les bonus bancaires.



Le Premier ministre grec Georges Papandréou (C), lors du sommet de l'UE, le 10 décembre 2009 à Bruxelles (© AFP - John Thys)

Les chefs d'Etat et de gouvernements européens, qui se sont réunis à Bruxelles jusque vers minuit (23H00 GMT), ont fait part de leur préoccupation concernant la Grèce, qui croule sous une énorme dette.

"Il est clair que la Grèce fait face à des problèmes économiques et budgétaires très substantiels", a déclaré le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, à l'issue de cette réunion.

Le Premier ministre grec, Georges Papandréou, "nous a (...) fait part de sa détermination personnelle à faire face à ces problèmes", a-t-il ajouté. Après ces discussions, "je suis totalement confiant dans le fait que les Grecs vont y arriver".

M. Papandréou "a été très clair sur le fait que cette question est maintenant en tête des priorités du nouveau gouvernement grec", a renchéri le Premier ministre suédois, Fredrik Reinfeldt, dont le pays préside l'UE.

La Grèce qui fait partie de la zone euro, a été sanctionnée cette semaine par les agences de notation du fait de l'ampleur de son déficit budgétaire qui a explosé avec la récession.

La dégradation de l'appréciation de sa capacité à rembourser ses emprunts a fait plonger le taux de change de la monnaie unique, que partagent 16 pays, et ébranlé les bourses européennes.

Néanmoins, M. Reinfeldt avait appelé plus tôt les Grecs à régler leurs problèmes financiers seuls. "Ce à quoi nous assistons en Grèce est naturellement problématique mais il s'agit fondamentalement d'un problème interne", a-t-il dit.

En théorie, il serait toujours possible pour des Etats européens d'apporter une aide financière à la Grèce s'ils le voulaient. "Les prêts bilatéraux ne sont pas interdits par les traités", souligne un expert financier européen.

Mais la question n'est pour l'instant pas d'actualité. Et à l'intérieur de la seule zone euro, aucun mécanisme de solidarité financière n'a été conçu en cas de grosse défaillance. Il est par ailleurs interdit à la Banque centrale européenne (BCE) d'accorder des crédits aux Etats.

Autre sujet d'inquiétude: l'Espagne, qui a été aussi sanctionnée mercredi par Standard and Poor's en raison de l'augmentation de ses déficits publics.

Mais son chef du gouvernement José Luis Rodriguez Zapatero, s'est voulu lui aussi serein jeudi.

Dans ce contexte de budgets serrés, les bonus généreux que continuent à verser les banques à leurs "traders", après avoir été soutenues pendant la crise par l'intervention des pouvoirs publics à coups de milliards d'euros, n'ont pas bonne presse.

La taxation exceptionnelle sur les bonus des banquiers, que la Grande-Bretagne a décidé d'appliquer pour ceux versés en 2009, et que la France veut à son tour mettre en place, n'a pas été évoquée jeudi lors du sommet. Mais la présidence française s'est montrée confiante sur l'accueil de cette proposition dans les autres pays européens.

Le Premier ministre britannique Gordon Brown et le président français Nicolas Sarkozy ont signé jeudi une tribune commune dans le Wall Street Journal dans laquelle ils ont préconisé "un impôt exceptionnel" sur les bonus 2009.

Selon un porte-parole de M. Brown, la chancelière allemande Angela Merkel s'est montrée elle aussi "très favorable" à la proposition franco-britannique.

Mais le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble ne semblait pas enclin jeudi à suivre l'exemple de ses partenaires. "Je ne suis pas partisan de la régulation de tout (sujet) par l'Etat", a-t-il déclaré.